

20250919 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/67045/route-des-canaries--la-gambie-est-une-potentielle-zone-de-depart-pour-les-migrants>

Grand angle



239 migrants partis de Gambie ont été interceptés par la marine sénégalaise au large de Saint-Louis, le 29 juillet 2025. Crédit photo : marine nationale sénégalaise sur X

Route des Canaries : "La Gambie est une potentielle zone de départ" pour les migrants

Par [Charlotte Boitiaux](#)

Face aux renforcements des contrôles côtiers au Maroc, au Sénégal et en Mauritanie, de nombreux migrants prennent désormais la mer depuis la Gambie pour tenter de rallier les Canaries espagnoles. Un trajet en Atlantique hautement risqué de plus de 1600 km. "Il faut entre 4 et 7 jours de navigation si tout se passe bien", rappelle la chercheuse Delphine Perrin, spécialiste des politiques migratoires africaines. Entretien.

[Le 16 septembre, une pirogue composée d'une centaine de migrants a été secourue](#) au large des côtes dakaroises. L'embarcation était partie de Gambie cinq jours plus tôt. Elle avait pour destination les îles Canaries à plus de 1 600 km de là.

[La veille, le 15 septembre](#), 235 personnes, entassées elles aussi sur une pirogue, avaient été secourues par les services espagnols. Leur bateau surchargé avait été repéré dans la matinée par la Garde civile à environ 20 km de La Restinga, sur l'île d'El Hierro, la plus petite de l'archipel des Canaries. Les exilés, originaires d'Afrique de l'Ouest, étaient en mer depuis 11 jours. Ils avaient quitté le port de Gunjur, dans le sud de la Gambie.

Le 29 août, au moins 69 corps avaient été repêchés après le naufrage d'une embarcation au large de la Mauritanie. Là encore, la pirogue était partie de Gambie.

Le petit pays ouest-africain, encastré dans le Sénégal, est-il en train de devenir un nouveau point de départ clandestin vers l'Union européenne ? Jusqu'à présent, les embarcations qui arrivaient à atteindre l'archipel espagnol via l'océan Atlantique partaient généralement du Maroc, de Mauritanie ou du Sénégal. InfoMigrants a interrogé Delphine Perrin, chargée de

recherche à l'IRD (Institut de recherche pour le développement), membre du [POMAF](#), un collectif de chercheurs spécialistes des politiques migratoires africaines.

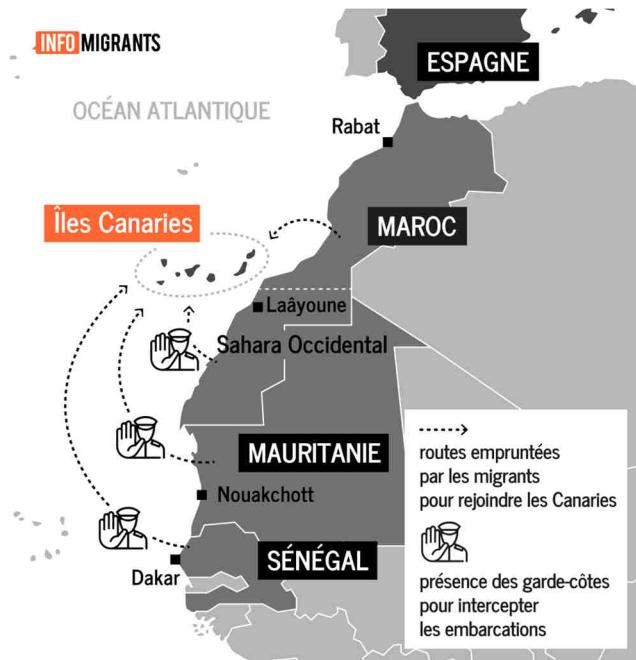
InfoMigrants : Assiste-t-on à un déplacement des départs irréguliers depuis les plages gambiennes ?

Delphine Perrin : La Gambie est une zone de départ potentielle comme l'ensemble des pays côtiers de cet espace (Mauritanie, Sénégal, Guinée), sachant que les départs avaient déjà eu tendance à se déplacer – du Maroc vers la Mauritanie et vers le Sénégal. Depuis récemment, donc, on note une augmentation des départs de Gambie, mais aussi plus au Sud, de Guinée-Bissau et de [Guinée](#).

Ces départs en revanche ne sont pas inédits. On pouvait observer une dynamique similaire dans les années 2006-2008 à l'époque où les contrôles côtiers s'étaient considérablement développés de la Libye à la Mauritanie en passant par le Maroc.

Ces voies de migration sont liées à l'absence de délivrance de visas, donc de possibilité de migrer de manière régulière vers l'Europe

Ce récent déplacement est de nouveau dû au resserrement d'autres voies migratoires : celle du Maroc depuis un moment, et plus récemment celle de la Mauritanie et même du Sénégal du fait des contrôles accrus sur les côtes.



De plus, la Mauritanie a cette année intensifié la lutte contre la migration irrégulière, mais aussi réduit la tolérance de la présence des ressortissants des pays voisins, en accentuant les contrôles y compris pour l'entrée sur son territoire, et en expulsant des milliers de ressortissants ouest-africains vers le Sénégal et le Mali.

Plus de 30 000 migrants ont été interceptés sur le sol mauritanien entre janvier et avril 2025. En quatre mois, le pays a aussi démantelé 88 réseaux de passeurs. Nouakchott intensifie ses efforts pour combattre l'immigration irrégulière. La Mauritanie mène depuis le début de l'année une politique migratoire plus stricte. Conséquence, les arrestations se multiplient et un climat de peur s'est installé dans le pays.

A lire aussi

[*Guinée : une nouvelle route dangereuse pour la migration vers les Canaries au départ de Kamsar*](#)

Il faut bien sûr ajouter que ces voies [irrégulières] de migration sont liées à l'absence de délivrance de visas, donc de possibilité de migrer de manière régulière vers l'Europe ou ailleurs. Les Gambiens ont besoin d'un visa pour se rendre dans la plupart des pays du monde et dans une vingtaine de pays africains.

IM : Est-ce un risque pour les migrants de partir d'aussi loin - comme du port de Gunjur - pour tenter de rejoindre les Canaries ?

Partir de plus au sud pour tenter de rejoindre les Canaries représente évidemment un risque accru pour les migrants.

Les voyages sur l'Atlantique sont déjà risqués. La distance est importante – il faut entre 4 et 7 jours de navigation si tout se passe bien [pour rejoindre l'archipel espagnol] -, ce qui accroît les risques de se perdre en mer, de chavirer ou de souffrir de la faim, de la soif ou de malaise, d'autant que le comportement des passeurs peut accroître le danger.

IM : L'accroissement des départs à partir des côtes gambiennes - mauritaniennes et sénégalaises - peut-il aussi être mis en lien avec la fermeture d'autres voies de passage ?

D.P : Oui, l'insécurité dans le Sahel, par exemple, peut mener à opter pour des routes alternatives. On ne veut plus emprunter les routes du Mali et du Niger pour se rendre en Libye [d'où partaient des milliers de migrants à destination de Lampedusa, porte d'entrée dans l'Union européenne, ndlr].

Idem pour la Tunisie [autre point de départ vers l'Union européenne]. Les Gambiens pouvaient s'y rendre sans visa, mais la xénophobie y connaît une forte croissance. Elle s'accompagne d'expulsions collectives aux frontières. Cette xénophobie se propage également fortement en Algérie et au Maroc.

InfoMigrants a écrit de nombreux articles sur la politique anti-migrants menée par le président tunisien Kais Saïed. Depuis deux ans, les autorités mènent de vastes campagnes d'arrestations et interpellent les Noirs vivant en Tunisie, notamment dans la région de Sfax, pour les empêcher de prendre la mer vers l'Europe. Des milliers de Subsahariens ont été envoyés dans le désert, à la frontière avec la Libye ou l'Algérie. Abandonnés au milieu de nulle part, les migrants mettent des jours à revenir dans le centre-est de la Tunisie.

Les personnes en situation irrégulière peuvent aussi être condamnées pour "séjour irrégulier" et écoper de plusieurs mois de détention. La situation est telle que, selon des exilés en

contact avec InfoMigrants, "les prisons sont remplies de Subsahariens", enfermés aux côtés de prisonniers de droit commun.

IM : Quelle est la situation économique en Gambie ? Pousse-t-elle actuellement de plus en plus de Gambiens à tenter la route des Canaries ?

D.P : La Gambie fait partie des espaces qui ont une certaine tradition de l'émigration, principalement vers des pays anglophones, en Afrique de l'Ouest (Nigéria, Sierra Leone, Ghana), mais aussi vers le Royaume-Uni ou les États-Unis. Depuis les années 1990, les destinations se sont diversifiées, notamment vers l'Espagne, l'Italie, lorsque ces derniers sont devenus de nouveaux pays d'immigration. On trouve en réalité des Gambiens partout, au Sénégal, comme en Espagne.

Les raisons du départ des Gambiens sont multiples, comme c'est le cas dans d'autres pays de la région : raisons économiques bien sûr, manque d'emploi, mais surtout manque de perspectives de réalisation de soi, notamment pour les jeunes, pour les femmes, ainsi que pour les LGBT (que l'on retrouve par exemple aux côtés des Sénégalais pour demander asile auprès du HCR en Mauritanie).

Le manque de perspectives ressenti a aussi des origines plurielles : échec de la transition politique / démocratique après les espoirs suscités par le départ de [l'ex-dictateur] Yahya Jammeh en 2017 et désabusement vis-à-vis de la classe politique (Adama Barrow se maintenant au pouvoir depuis lors), jeunesse sous pression par les multiples attentes sociétales et familiales, dans des contextes sociaux très verticaux et patriarcaux, éducation et université en berne.

Toutefois, il faut aussi rappeler que la Gambie est un pays d'immigration ouest-africaine, elle a d'ailleurs une proportion d'immigrés assez importante pour la région (environ 9% de la population selon les données officielles). Elle fait partie de l'espace de libre circulation et de libre résidence de la CEDEAO, mais dispense aussi de visas d'entrée l'ensemble des ressortissants africains. Les départs des côtes gambiennes ne concernent donc pas seulement les Gambiens, on retrouve généralement plusieurs nationalités dans les embarcations : des ressortissants africains venus initialement en Gambie pour d'autres raisons mais ayant ensuite saisi l'opportunité de partir.

IM : Quelle politique migratoire la Gambie mène-t-elle ?

Comme l'ensemble des pays de la région, la Gambie est sous pression extérieure pour contrôler et contenir les migrations. Elle a donc été amenée, notamment par l'OIM [Organisation internationale des migrations], à adopter une "politique migratoire nationale" en 2020, pour gérer les migrations, à la fois l'immigration et l'émigration, avec un programme sur 10 ans.

La Gambie a adopté une loi sur les réfugiés en 2008 et accueille de nombreux réfugiés. Le pays est intégré dans les programmes internationaux et régionaux de lutte contre la traite des personnes (loi de 2007), contre le trafic de migrants (loi de 2019 réformant la loi sur l'immigration de 1965) et contre la migration irrégulière.

Il arrive que les garde-côtes gambiens interceptent des pirogues et des migrants, et de telles actions ont été récemment médiatisées pour mettre en exergue la volonté et les efforts de la

Gambie à lutter contre la migration irrégulière. [Des campagnes sont aussi menées](#) pour dissuader les départs.

Selon Banjul, entre janvier et août 2025, "les patrouilles d'immigration ont intercepté 711 migrants éventuels, refusé l'entrée à 29 personnes et expulsé 59 immigrants sans papiers de différentes nationalités », a déclaré Abdoulaye Sanyang, le ministre de l'Intérieur du pays.

IM : La Gambie a-t-elle déjà signé un accord avec l'UE pour lutter contre l'immigration irrégulière ?

En 2006, l'Espagne et la Gambie avaient signé un accord-cadre de coopération sur les migrations et le développement. Un accord bilatéral de lutte contre la migration irrégulière avait aussi été signé avec l'Italie en 2010.

La coopération avec l'Espagne s'est récemment renforcée, en 2024, comme avec le Sénégal et la Mauritanie, pour empêcher les départs des côtes et mettre en avant la possibilité d'une migration légale. [Comme vous l'aviez mentionné sur votre site](#), des agents de la Guardia Civil et de la Police espagnoles sont déployés sur le port de Banjul au nom de la coopération sur la migration et contre les trafics.